

Vivant : une vie PLUS AGRÉABLE, plus de LIBERTÉ, plus de BIEN-ETRE matériel... que voilà de belles promesses !

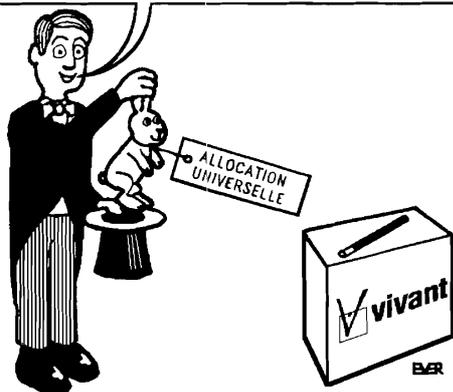
Claire André et
Ghislaine De
Smet.

En mai et juin 98, les affiches et publicités concernant ce nouveau mouvement politique ont pu se voir un peu partout. Financée par Mr Roland Duchatelet à titre personnel, cette campagne de promotion a coûté 20 millions¹. Les « remèdes » proposés par Vivant sont présentés sous forme de slogans radicaux, son profil est anti-étatique et ultralibéral. Ils auraient pour conséquence : de diminuer les dépenses de l'Etat, d'augmenter l'efficacité des services publics, de supprimer le clientélisme politique, de promouvoir l'emploi et de changer plus facilement d'employeur, « le travail deviendrait un choix pas une obligation », de supprimer l'exclusion sociale, de mieux profiter de la vie...

Nous reprenons ci-dessous un condensé des 4 propositions de Vivant, avec certains commentaires de Pascal Delwit, politologue à l'ULB¹, ou du journal Le Soir.

1 : Le Soir,
15.6.98

Vous avez tous vu, Mesdames et Messieurs, qu'il n'y avait rien dans le chapeau, ni impôts, ni charges sociales!



1. Allocation universelle

Il n'y a donc pas de condition de travail pour obtenir cette allocation, on la perçoit qu'on soit chômeur, minimexé, ou femme au foyer. Les personnes qui travaillent la reçoivent aussi mais leur salaire se voit diminué du montant de

l'allocation; cela diminue ainsi le coût du travail pour les entreprises, et lutterait contre le chômage. Ceci aurait pour effet de supprimer le concept même du chômage et la fin des paperasseries, de l'arbitraire. Les allocations familiales et les pensions seraient elles aussi converties dans le revenu de citoyenneté. Le montant de l'allocation serait déterminé selon l'âge, et plus élevé pour une personne de 60 ans que de 20 ans. A terme, tous les systèmes des pensions d'Etat actuels deviendrait une pension de base unique.

Cette approche rejette tous les intermédiaires, baigne dans un

égalitarisme qui transcende toutes les formes de clivages. Il s'agit d'une proposition de courant libéral. (P.Delwit)

2. Suppression des impôts et charges sociales sur le travail

Cette suppression serait appliquée aux moyens et bas salaires. Le coût du travail diminuerait fortement pour l'employeur et le revenu net de l'employé resterait le même. Ceci aurait pour effet de supprimer le travail au noir et les délocalisations. Le travail deviendrait beaucoup plus flexible et chacun pourrait entrer ou sortir plus facilement d'un travail.

3. Augmentation de la taxe sur la consommation (TVA)

Elle remplacerait la diminution des taxes sur le travail, de sorte que les prix à la consommation resteraient les mêmes. Cette mesure est à appliquer à l'échelle de la CEE. Les produits fabriqués hors Europe seraient grevés d'une taxe supérieure. Le taux de TVA serait modulé en fonction de son utilité sociale, culturelle, écologique (taux bas) ou augmenté s'il s'agit d'un produit de luxe.

Supprimer impôts et taxes exigerait, en contrepartie, pour financer toutes les dépenses publiques, et notamment la sécurité sociale, d'augmenter énormément les recettes de TVA. (Le Soir).

Ce programme est ultralibéral : il se prétend plus juste alors que le transfert vers la TVA est injuste par essence. La redistribution est oubliée : un riche achètera un produit au même prix qu'un pauvre, mais l'impôt sur le revenu ne compense plus les inégalités salariales. Il s'agit d'une approche fort individualiste où la suppression de toute dépendance efface le principe de solidarité. (P.Delwit)

4. Démocratie directe

Pour toutes les grandes décisions, un referendum populaire devrait être organisé. Ceci permettrait de revaloriser la démocratie représentative (par des mesures visant à diminuer la participation).